



**Actualisation du Document de Référence
et Rapport Financier Semestriel**
déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers
le 29 avril 2010 sous le numéro D.10-0367

**Actualisation déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers
le 31 août 2010**

HSBC France

*Société Anonyme au capital de 337 189 100 euros
SIREN 775 670 284 RCS Paris*

Siège social : 103, avenue des Champs-Élysées – 75419 Paris Cedex 08
Tél. : 01 40 70 70 40 – Téléc : 645 300 F – www.hsbc.fr

Sommaire

	Pages
Résultats du 1^{er} semestre 2010	
1. Rapport semestriel d'activité	3
2. Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2010	7
3. Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2010	39
Événements récents	40
Personnes responsables du Document de référence et des compléments d'informations et du contrôle des comptes	41
Tables de concordance et de référence	43



Le présent document a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 31 août 2010, conformément à l'article 212-13 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers. Il complète le Document de Référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 29 avril 2010 sous le numéro D.10-0367. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des Marchés Financiers.

Résultats du 1^{er} semestre 2010

1. Rapport semestriel d'activité

Principales évolutions de structures au sein du groupe HSBC France au cours du 1^{er} semestre 2010

Dans le cadre d'un accord signé le 26 octobre 2009, HSBC France a cédé, le 1^{er} janvier 2010, à CACEIS son activité dépositaire d'OPCVM et sa filiale de valorisation de fonds HSBC Securities Services (France). Cette transaction portait sur un encours de 39 milliards EUR en conservation pour 390 portefeuilles, de 56 milliards EUR d'actifs sous administration pour 20 sociétés de gestion et 700 OPCVM. La transaction s'est accompagnée d'un partenariat sur plusieurs pays de la zone Asie dans laquelle CACEIS en France aura recours aux services des sous-conservateurs étrangers du réseau HSBC.

HSBC France avait signé, en décembre 2009, une promesse de vente de ses immeubles du 103, avenue des Champs-Élysées et du 15, rue Vernet, au prix de 400 millions EUR, avec French Properties Management. Les conditions suspensives ayant été satisfaites, cette vente a été finalisée, le 25 février 2010, à une filiale d'un OPCI français (Organisme de Placement Collectif Immobilier) constitué pour la transaction. HSBC France a convenu d'un contrat de location de 9 ans, avec une possibilité de sortie à la 4^e, 5^e et 6^e année.

Dans le cadre de la réorganisation de ses activités de dérivés actions annoncée en avril 2009, le groupe HSBC France avait cédé en novembre 2009 ces activités à HSBC Bank plc Paris Branch. Ce transfert permettait à l'activité d'assurer sa croissance en s'appuyant sur un bilan plus solide et plus important. A l'issue des travaux de migration opérationnelle des activités de HSBC Financial Products (France), qui se sont achevés au 1^{er} semestre 2010, la fusion de HSBC Financial Products (France) avec HSBC France a eu lieu le 30 juin 2010.

Un niveau de profits élevé dans un contexte économique qui demeure instable

La conjoncture économique, sur cette première moitié de l'année 2010, est demeurée incertaine et contrastée, avec notamment des signes de ralentissement de la croissance française au cours du premier trimestre (+0,1 % après +0,6 % au trimestre précédent) et un regain de tensions sur la dette souveraine de plusieurs Etats de la zone Euro.

En France, plusieurs éléments encourageants se dégagent néanmoins, tels que la stabilisation du niveau de chômage ou le redressement de la production au deuxième trimestre sous l'effet du dynamisme du commerce mondial et de la dépréciation de l'euro.

Compte tenu de ce contexte économique, la performance de HSBC en France sur le premier semestre 2010 est très satisfaisante. Sans atteindre le niveau observé à la même période de l'année 2009, qui avait été marquée par des résultats exceptionnels sur les activités de marché, les profits opérationnels se maintiennent à un niveau élevé.

Notre banque continue ainsi de montrer une forte capacité de résistance aux aléas de la conjoncture, qui illustre la pertinence de notre modèle économique fondé sur la diversité des activités et une gestion prudente des risques. La tendance à la baisse du coût du risque de crédit s'est notamment confirmée au premier semestre 2010, tandis que les charges d'exploitation récurrentes sont demeurées relativement stables.

Notre performance est analysée ci-après sur deux périmètres :

- le périmètre des comptes consolidés du groupe HSBC France, arrêtés en application des normes

Résultats du 1^{er} semestre 2010 (suite)

IFRS telles que définies dans la note 1 de l'annexe aux comptes consolidés¹ ;

- le périmètre de HSBC en France qui comprend en outre la succursale à Paris de HSBC Bank plc et ses filiales HSBC Assurances Vie (France) et HSBC Assurances IARD (France).

Résultats financiers du groupe HSBC France (périmètre légal)

Le résultat avant impôt du groupe HSBC France s'élève à 520 millions EUR, en hausse de 51 % par rapport à l'an passé. Ce résultat inclut notamment la plus-value réalisée en février 2010 dans le cadre de l'opération de vente assortie d'un contrat de location de notre siège des Champs-Élysées (140,6 millions EUR), ainsi que l'impact de la variation de juste valeur de notre dette propre liée aux spreads de crédit (58 millions EUR²).

Le résultat avant impôt de la Banque de particuliers et de la Banque d'entreprises continue de progresser fortement, justifiant ainsi les importants investissements consentis dans le développement et la transformation de notre réseau. La Banque de financement, d'investissement et de marchés réalise une très bonne performance et apporte une contribution encore une fois significative aux résultats du groupe, témoignant d'une bonne gestion des risques dans un environnement financier perturbé par la crise de la dette souveraine en euro.

Quoiqu'en retrait par rapport au niveau observé à la même période de l'année 2009, qui avait été marquée par des résultats exceptionnels sur les activités de marché, les profits des activités récurrentes se maintiennent ainsi globalement à un niveau élevé. La performance des différents métiers est analysée plus en détail ci-après, dans la section relative au périmètre HSBC en France.

Si elle demeure fragile, l'amélioration de la conjoncture économique se reflète dans une baisse sensible du coût du risque. A 54 millions EUR, celui-ci recule³ de 46% par rapport au premier semestre 2009 et représente de l'ordre de 0,3 % des encours bruts³ de crédits à la clientèle sur une base annualisée.

Les fonds propres réglementaires du groupe HSBC France s'élèvent, au 30 juin 2010, à 4,3 milliards EUR et sont composés quasi-exclusivement de fonds propres durs (*Core Tier One*).

Attachant une importance particulière à la qualité de son bilan, HSBC France bénéficie d'un ratio Tier 1 de 12,2 % et d'un ratio de liquidité qui, à 125 %, s'améliore encore et excède nettement les exigences réglementaires françaises. Cette solidité financière place notre banque en position favorable pour relever les défis liés à l'entrée en vigueur prochaine d'un nouveau cadre de régulation aux exigences considérablement renforcées.

Contribution de la France aux résultats financiers du Groupe HSBC⁴

Sur le périmètre HSBC en France qui inclut également le résultat des activités d'assurance et les dérivés actions, le résultat avant impôt ressort à 588 millions EUR, en hausse de 47 % par rapport au premier semestre 2009.

¹ Cf. page 13.

² Cet impact avait été de -70 millions EUR au premier semestre 2009.

³ Hors reverse repos.

⁴ Les commentaires des pages 4 à 6 portent sur la contribution de la France aux résultats du Groupe HSBC.

– Le périmètre managérial a évolué au 1er janvier 2007 et comprend depuis cette date :

- le groupe HSBC France y compris le résultat des entités appartenant légalement à HSBC France mais situées hors de France (principalement les activités de Gestion d'actifs détenues à l'étranger, CMSL au Royaume-Uni), c'est-à-dire le périmètre légal dans son intégralité, et, d'autre part, la succursale à Paris de HSBC Bank plc, à laquelle appartiennent depuis décembre 2007 HSBC Assurances Vie (France) et HSBC Assurances IARD (France), à l'exclusion des coûts de financement et de la dette d'acquisition comptabilisée par HSBC Paris Branch ;
- les fonds monétaires dynamiques détenus à plus de 50 % par le groupe HSBC France, consolidés depuis le 1^{er} trimestre 2008.

– Les chiffres financiers sont présentés selon les normes IFRS appliquées par le Groupe HSBC.

Résultats du 1^{er} semestre 2010 (suite)

Sur un périmètre comparable¹ retraité notamment de la plus-value de cession du siège et des variations de juste valeur de la dette propre liées aux spreads de crédit, le résultat avant impôt s'élève à 393 millions EUR. Même s'il est inférieur de 26 % à celui du premier semestre 2009, qui avait été marqué par des résultats exceptionnels sur les activités de marché, ce résultat montre que la capacité bénéficiaire de nos activités se maintient à un niveau élevé. La contribution de la Banque de particuliers et de la Banque d'entreprises progresse fortement, tout comme la performance de la Banque privée et de la Gestion d'actifs.

Le coût du risque est identique à celui constaté sur le périmètre légal, à 54 millions EUR. La baisse observée par rapport à 2009 est donc sensible, surtout sur la Banque d'entreprises, même si elle doit encore être interprétée avec prudence compte tenu de l'incertitude de la conjoncture.

Les frais généraux, hors provisions pour risques et charges, progressent de 6 % à 920 millions EUR, du fait notamment de l'impact de la taxe exceptionnelle sur les bonus des professionnels de marchés acquittée en avril 2010. Hors cet impact, les frais ne progressent que de 2 %. Le coefficient d'exploitation proforma s'établit à 64 %, et intègre désormais la hausse des dépenses immobilières consécutive à la cession des immeubles du siège.

Des bénéfices dans toutes les lignes de métier

Banque de particuliers

La Banque de particuliers affiche un résultat avant impôt de 55 millions EUR, en hausse de 179 % par rapport au premier semestre 2009. Cette forte progression résulte d'une croissance significative des revenus et de la diminution du coût du risque, associées à une hausse modérée des dépenses d'exploitation grâce à une maîtrise rigoureuse de celles-ci.

Les revenus de la Banque de particuliers s'élèvent à 389 millions EUR, en hausse de 13 % sur un an. Cette excellente performance témoigne de l'attractivité de notre gamme de produits et récompense nos efforts de modernisation du réseau, qui se poursuivent avec l'ambition d'ouvrir 20 nouveaux Centres Premier à l'horizon 2011. Bénéficiant d'un ensemble unique de services à l'international et d'un large éventail de produits de gestion patrimoniale, l'offre HSBC Premier est au cœur de notre stratégie et continue de tirer notre développement. La conquête de clients Premier marque ainsi une progression de 45 % par rapport au premier semestre 2009.

Portés entre autres par l'accroissement de la clientèle Premier, les encours de dépôts progressent de 5 % sur le semestre, avec une croissance des dépôts à vue au même rythme, de l'ordre de 5 %. Cette hausse, obtenue dans un contexte de faible niveau des taux d'intérêt et de forte concurrence entre les différents supports d'épargne, atteste de la force de notre marque.

Banque d'entreprises

A l'issue d'un premier semestre 2010 marqué par une conjoncture incertaine et contrastée, la Banque d'entreprises affiche une très bonne performance, avec un résultat avant impôt en hausse de 62 % à 63 millions EUR.

Hors résultat sur cession d'actifs financiers, les produits d'exploitation progressent de 4 %, tirés par le dynamisme de nos activités à l'international et les effets positifs de la spécialisation de notre réseau. Ce dernier compte désormais 51 Centres d'Affaires Entreprises (CAE) et 10 *Corporate Business Centres* (CBC), ces derniers étant à l'origine de nombreuses opérations de financement en 2010.

¹ Hors variation de la juste valeur de notre dette propre, effet d'actualisation sur stock-options, plus values et dépréciations sur actions HSBC, gains nets sur opérations immobilières et amortissement de la soule des swaps des banques régionales cédées en 2008.

Résultats du 1^{er} semestre 2010 (suite)

La Banque d'entreprises a continué au cours du semestre d'accompagner ses clients en augmentant ses encours de crédits à moyen et long terme de 12 % par rapport au premier semestre 2009. L'activité d'affacturage, dont le chiffre d'affaires progresse de 16 % sur un an, poursuit son développement rapide.

La rentabilité de la Banque d'entreprises est également soutenue par une très bonne maîtrise du coût du risque, qui recule de 31% sur un an, et une gestion rigoureuse des dépenses d'exploitation, qui demeurent stables par rapport au premier semestre 2009.

Banque de financement, d'investissement et de marchés

A 299 millions EUR, les résultats de la Banque de financement, d'investissement et de marchés sont très satisfaisants. Cependant, comme nous le prévoyions, ils sont en retrait, de l'ordre de 40 %, par rapport au premier semestre 2009, dont les conditions de marché avaient été exceptionnelles.

A 661 millions EUR, les revenus se maintiennent à un niveau élevé tandis que les charges d'exploitation, hors impact de la taxe exceptionnelle acquittée en 2010 sur les bonus des opérateurs de marché, reculent de 5%. Le coût du risque baisse de 65 % à 11 millions EUR, soit un niveau faible.

Avec un résultat avant impôt de 48 millions EUR, la Banque de grande clientèle bénéficie d'une amélioration de sa performance opérationnelle sur son cœur d'activités et d'une contribution positive de la gestion pour compte propre et du portefeuille d'instruments de couverture (*Credit Default Swaps*). Les métiers de financement maintiennent un bon niveau de revenus, avec l'obtention de rôles clés dans plusieurs montages de crédits syndiqués, tandis que les financements structurés d'actifs voient leurs résultats croître significativement. La banque est demeurée par ailleurs bien positionnée sur les activités de fusions et acquisitions et de primaire actions, dans un environnement qui reste toutefois peu porteur.

Sans égaler le niveau du premier semestre 2009, le résultat de la Banque de marchés demeure très solide, à 240 millions EUR, avec notamment une bonne performance des dérivés actions et des structurés de taux, qui confirment leur rebond. La contribution est par ailleurs toujours significative sur les produits de taux vanille, grâce à une activité soutenue sur les originations de dettes (notamment les obligations sécurisées et les titres d'Etats et du secteur public) et à une bonne gestion du risque dans un environnement particulièrement volatil.

En Gestion d'actifs, notre résultat progresse significativement, à 11 millions EUR, malgré un environnement de marché à la fois volatil et averse au risque, très perturbé par la crise de la dette souveraine en euro. Nos encours sous gestion affichent une progression de 20% par rapport au premier semestre 2009, dont un peu moins de la moitié est à mettre au crédit de l'augmentation de la collecte. Cette dernière bénéficie des efforts commerciaux entrepris auprès des clients institutionnels et corporates, et confirme les effets positifs de notre programme de synergies avec la Banque de détail, par la promotion notamment de l'offre World Selection.

Banque privée

Les performances de la Banque privée sont en nette progression, avec un résultat avant impôt de 5 millions EUR au premier semestre 2010, contre 1 million EUR au premier semestre 2009. L'activité bénéficie avant tout du rebond des marchés actions, ainsi que d'une collecte nette positive. Les encours gérés progressent ainsi de 12 % sur un an, tous segments de clientèle confondus. La coopération avec le réseau HSBC en France a par ailleurs été poursuivie avec succès, soutenue par une forte accélération des synergies avec la Banque d'entreprises – le montant des actifs collectés par ce canal ayant triplé par rapport au premier semestre 2009.

Résultats du 1^{er} semestre 2010 (suite)

2. Etats financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2010

Compte de résultat consolidé au 30 juin 2010

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30 juin 2010	30 juin 2009	31 décembre 2009
Intérêts et produits assimilés		820	1 111	1 945
Intérêts et charges assimilées		(373)	(883)	(1 335)
Marge nette d'intérêt		447	228	610
Commissions (produits)		521	535	1 047
Commissions (charges)		(140)	(189)	(306)
Commissions nettes		381	346	741
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de transaction		361	792	985
Résultat net des instruments financiers sous option juste valeur		50	(75)	(147)
Résultat net de cession des investissements financiers		34	(10)	17
Dividendes reçus		5	6	10
Autres produits d'exploitation		170	3	25
Produit net bancaire avant dépréciations pour risques de crédit		1 448	1 290	2 241
Dépréciations pour risques de crédit	6	(54)	(99)	(178)
Produit net bancaire		1 394	1 191	2 063
Frais de personnel		(532)	(523)	(1 009)
Frais généraux et administratifs		(312)	(292)	(578)
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles		(25)	(26)	(60)
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et pertes de valeur sur écarts d'acquisition		(5)	(5)	(10)
Total des charges d'exploitation		(874)	(846)	(1 657)
Résultat d'exploitation		520	345	406
Quote-part dans le résultat d'entreprises mises en équivalence		-	-	-
Résultat avant impôt		520	345	406
Impôt sur les bénéfices		(102)	(83)	(52)
Résultat net hors résultat des activités cédées		418	262	354
Activités cédées				
Résultat net d'impôts des activités cédées	3	-	-	(6)
Résultat net		418	262	348
Résultat net part du Groupe		416	261	347
Part des intérêts non contrôlant		2	1	1
<i>(en euros)</i>				
Résultat non dilué par action ordinaire	5	6,17	3,87	5,15
Résultat dilué par action ordinaire	5	6,17	3,83	5,10
Dividende par action ordinaire	5	5,85	3,70	9,94

Résultats du 1^{er} semestre 2010 (suite)

Etat consolidé du résultat global au 30 juin 2010

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2010	30 juin 2009	31 décembre 2009
Résultat net	418	262	348
Variation d'actifs et de passifs comptabilisés en capitaux propres			
Titres disponibles à la vente :			
- profits/(pertes) comptabilisés en capitaux propres	43	(18)	107
- cessions comptabilisées en compte de résultat	(44)	(21)	(52)
- pertes de valeur comptabilisées en compte de résultat	2	19	32
- impôt différé net passé en capitaux propres	(1)	12	(25)
Couvertures de flux de trésorerie :			
- profits/(pertes) comptabilisés en capitaux propres	119	52	126
- cessions comptabilisées en compte de résultat	17	15	26
- impôt différé net passé en capitaux propres	(47)	(23)	(52)
Gains/pertes actuariels sur régime de retraite à prestations définies	(9)	(3)	(6)
Différence de change	3	5	5
Total variation d'actifs et de passifs comptabilisés en capitaux propres	83	38	161
Total du résultat global	501	300	509
Total des produits et charges :			
- part du groupe	499	299	508
- intérêts non contrôlant	2	1	1
	501	300	509

Résultats du 1^{er} semestre 2010 (suite)

Bilan consolidé au 30 juin 2010

ACTIF

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30 juin 2010	30 juin 2009	31 décembre 2009
Caisse, banques centrales et CCP		7 951	1 383	586
Comptes d'encaissement	8	941	1 117	1 079
Portefeuille de transaction	7-8	65 005	66 309	61 529
Actifs financiers sous option juste valeur	7-8	612	518	595
Instruments dérivés	7-8	75 112	62 745	55 957
Prêts et créances sur les établissements de crédit	7-8	39 435	31 410	30 705
Prêts et créances sur la clientèle	7-8	50 056	54 607	49 780
Investissements financiers	7-8	3 361	5 279	5 148
Participations dans les entreprises liées mises en équivalence et sous contrôle conjoint		7	5	6
Ecarts d'acquisition et immobilisations incorporelles		381	387	385
Immobilisations corporelles		230	522	258
Autres actifs		750	483	461
Actifs d'impôt différé		53	64	78
Comptes de régularisation		1 275	1 407	1 277
Actifs de groupes destinés à être cédés	3	43	16 713	5 600
TOTAL DE L'ACTIF		245 212	242 950	213 444

PASSIF

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30 juin 2010	30 juin 2009	31 décembre 2009
Dettes				
Dettes envers les établissements de crédit	7	39 452	45 097	41 035
Comptes créditeurs de la clientèle	7	56 538	61 122	49 338
Comptes d'encaissement		787	830	959
Portefeuille de transaction	7	44 620	29 849	35 154
Passifs financiers sous option juste valeur	7	5 696	3 795	3 881
Instruments dérivés	7	74 558	61 780	55 608
Dettes représentées par un titre	7	15 541	18 923	14 769
Provisions pour retraites		112	103	98
Autres passifs		882	835	857
Impôts courants		18	75	13
Comptes de régularisation		1 170	1 042	1 224
Passifs d'impôts différés		-	-	-
Provisions pour risques et charges		65	83	78
Dettes subordonnées	7	166	166	166
TOTAL DES DETTES		239 605	223 703	203 180
Fonds propres				
Capital social appelé		337	337	337
Primes d'émission		16	16	16
Réserves, résultat de la période		5 203	5 188	4 707
TOTAL DES FONDS PROPRES - PART DU GROUPE		5 556	5 541	5 060
Intérêts non contrôlant		51	48	48
TOTAL DES FONDS PROPRES		5 607	5 589	5 108
Passifs de groupes destinés à être cédés	3	-	13 658	5 156
TOTAL DU PASSIF		245 212	242 950	213 444

Résultats du 1^{er} semestre 2010 (suite)

Tableau de variation des capitaux propres

(en millions d'euros)	30 juin 2010										
	<i>Autres réserves</i>										
	Capital social appelé	Primes d'émission	Report à nouveau et Résultat de l'exercice	Juste valeur des actifs disponibles à la vente	Couverture de flux de trésorerie	Ecarts de conversion	Paiements à base d'actions	Entreprises liées mises en équivalence et sous contrôle conjoint	Capitaux propres, part du groupe	Intérêts non contrôlant	Total des capitaux propres
Solde au 1er janvier 2010	337	16	4 566	37	(18)	(3)	121	4	5 060	48	5 108
Nouvelles souscriptions de capital, nettes de coût	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements à base d'actions	-	-	-	-	-	-	13	-	13	-	13
Dividendes versés aux intérêts non contrôlant	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	41	-	-	-	(58)	-	(16)	1	(15)
Total du résultat global	-	-	407	-	89	3	-	-	499	2	501
Solde au 30 juin 2010	337	16	5 014	37	71	-	76	4	5 556	51	5 607
	30 juin 2009										
	<i>Autres réserves</i>										
(en millions d'euros)	Capital social appelé	Primes d'émission	Report à nouveau et Résultat de l'exercice	Juste valeur des actifs disponibles à la vente	Couverture de flux de trésorerie	Ecarts de conversion	Paiements à base d'actions	Entreprises liées mises en équivalence et sous contrôle conjoint	Capitaux propres, part du groupe	Intérêts non contrôlant	Total des capitaux propres
Solde au 1er janvier 2009	337	16	4 874	(23)	(118)	(7)	145	4	5 228	48	5 276
Nouvelles souscriptions de capital, nettes de coût	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements à base d'actions	-	-	-	-	-	-	16	-	16	-	16
Dividendes versés aux intérêts non contrôlant	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	1	(3)	-	-	-	-	(2)	(1)	(3)
Total du résultat global	-	-	258	(8)	44	5	-	-	299	1	300
Solde au 30 juin 2009	337	16	5 133	(34)	(74)	(2)	161	4	5 541	48	5 589

Résultats du 1^{er} semestre 2010 (suite)

(en millions d'euros)	31 décembre 2009										
	<i>Autres réserves</i>										
	Capital social appelé	Primes d'émission	Report à nouveau et Résultat de l'exercice	Juste valeur des actifs disponibles à la vente	Couverture de flux de trésorerie	Ecarts de conversion	Paiements à base d'actions	Entreprises liées mises en équivalence et sous contrôle conjoint	Capitaux propres, part du groupe	Intérêts non contrôlant	Total des capitaux propres
Solde au 1er janvier 2009	337	16	4 874	(23)	(118)	(7)	145	4	5 228	48	5 276
Nouvelles souscriptions de capital, nettes de coût	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	(670)	-	-	-	-	-	(670)	-	(670)
Paiements à base d'actions	-	-	-	-	-	-	(24)	-	(24)	-	(24)
Dividendes versés aux intérêts non contrôlant	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	21	(2)	-	(1)	-	-	18	(1)	17
Total du résultat global	-	-	341	62	100	5	-	-	508	1	509
Solde au 31 décembre 2009	337	16	4 566	37	(18)	(3)	121	4	5 060	48	5 108

Résultats du 1^{er} semestre 2010 (suite)

Tableau des flux de trésorerie consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30 juin 2010	30 juin 2009	31 décembre 2009
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles				
Résultat avant impôt		520	345	406
Résultat net d'impôts des activités cédées		-	-	(6)
Ajustements:				
– Eléments non monétaires inclus dans le résultat net		49	147	183
– Variation des actifs d'exploitation		4 228	(21 490)	(8 283)
– Variation des passifs d'exploitation		8 362	9112	(8 101)
– Variation des actifs/passifs d'exploitation des activités en cours de cession (y compris flux de trésorerie)		-	(373)	(459)
– Ecart de change		(100)	(62)	88
– (Gain)/perte net sur activités d'investissement		(179)	(18)	(61)
– Part des résultats des sociétés mises en équivalence et sous contrôle conjoint		-	-	-
– Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence et sous contrôle conjoint		-	-	-
– Impôts (versés) / remboursés		2	46	(189)
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles		12 882	(12 293)	(16 422)
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement				
Acquisition d'investissements financiers		(674)	(2 910)	(3 159)
Produits sur cessions d'investissements financiers		2 398	715	1 253
Acquisition d'actifs corporels		(23)	(19)	(45)
Produits sur ventes d'actifs corporels		400	-	2
Acquisition de goodwill, d'actifs incorporels		(2)	(3)	(5)
Acquisitions de filiales et/ou augmentations des parts détenues dans les filiales consolidées		-	-	-
Flux nets de trésorerie sur cession de participations consolidées		2	-	8
Acquisition dans des entreprises liées et/ou augmentation des parts détenues dans des entreprises liées		-	-	-
Produits sur cessions de participations dans des entreprises liées		-	-	-
Flux nets de trésorerie provenant des activités d'investissement		2 101	(2 218)	(1 946)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement				
Emission d'actions ordinaires		-	-	-
Actions propres achetées		-	-	-
Variation des intérêts non contrôlant		-	-	-
Prêts/emprunts subordonnés émis		-	-	-
Prêts/emprunts subordonnés remboursés		-	(40)	(40)
Dividendes versés		-	-	(670)
Dividendes versés aux intérêts non contrôlant		-	-	-
Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		-	(40)	(710)
Variation nette de la trésorerie				
		14 983	(14 550)	(19 073)
Trésorerie en début de période		15 993	34 963	34 963
Effet de change sur la trésorerie		104	106	103
Trésorerie en fin de période		31 080	20 519	15 993

Résultats du 1^{er} semestre 2010 (suite)

Notes annexes aux comptes consolidés

1 Base d'établissement

a Conformité avec les normes comptables internationales « International Financial Reporting Standards » (IFRS)

HSBC France est une société domiciliée en France. Les états financiers consolidés résumés de HSBC France pour le semestre clos au 30 juin 2010 se composent des états financiers de HSBC France et de ses filiales, ainsi que des participations du groupe HSBC France dans des entreprises liées mises en équivalence et sous contrôle conjoint.

Les états financiers semestriels consolidés résumés de HSBC France ont été établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire », telle que publiée par l'*International Accounting Standards Board* (IASB) et adoptée par l'Union européenne (UE). Ils ne comprennent pas l'ensemble des informations publiées dans les états financiers annuels et doivent être consultés avec les états financiers consolidés de HSBC France de l'exercice clos au 31 décembre 2009.

Les états financiers consolidés de HSBC France de l'exercice clos au 31 décembre 2009 ont été établis conformément aux normes comptables internationales (*International Financial Reporting Standards - IFRS*), telles que publiées par l'IASB et adoptées par l'UE. Ces normes peuvent différer des normes IFRS publiées par l'IASB lorsqu'une norme IFRS est adoptée ou amendée et que cette adoption ou modification n'a pas été ratifiée par l'UE. Au 31 décembre 2009, toutes les normes applicables aux états financiers consolidés de l'exercice clos à cette date avaient été adoptées par l'UE et il n'existait aucune différence concernant HSBC France entre les normes IFRS adoptées par l'UE et les normes IFRS publiées par l'IASB.

Au 30 juin 2010, toutes les normes applicables aux états financiers consolidés de la période clôturée à cette date avaient été adoptées par l'UE et il n'existait aucune différence concernant HSBC France entre les normes IFRS adoptées par l'UE et les normes IFRS publiées par l'IASB.

Les normes IFRS regroupent les normes comptables émises par l'*International Accounting Standards Board* (IASB) et l'organisme qu'il remplace, ainsi que les interprétations émises par l'*International Financial Reporting Interpretations Committee* (IFRIC) et son prédécesseur.

Les états financiers consolidés de HSBC France de l'exercice clos au 31 décembre 2009 sont disponibles sur demande auprès du siège de HSBC France, 103, avenue des Champs Elysées – 75419 Paris Cedex 08 ou sur le site www.hsbc.fr.

Les présents états financiers semestriels consolidés résumés ont été approuvés par le Conseil d'administration du 27 juillet 2010.

Au cours du premier semestre clos au 30 juin 2010, HSBC France a adopté les amendements significatifs suivants apportés aux normes et à leurs interprétations :

- la version révisée de la norme IFRS 3 « Regroupement d'entreprises », et la version amendée de la norme IAS 27 « États financiers consolidés et individuels », ont été adoptées le 1^{er} janvier 2010. Les principaux changements apportés par ces versions révisées sont les suivants :
 - les frais d'acquisition sont comptabilisés comme des charges sur la période pendant laquelle ils ont été engagés ;
 - les actifs et passifs transférés, y compris les ajustements de prix conditionnels doivent être appréciés à leur juste valeur à la date d'acquisition ;
 - une participation détenue précédemment dans l'entreprise acquise est réévaluée à la juste valeur à la date d'acquisition et l'éventuel profit ou perte qui en découle est comptabilisé en résultat ;
 - une variation de la participation d'une société mère dans une filiale qui n'entraîne pas un changement de contrôle est traitée comme une transaction entre actionnaires et enregistrée dans les capitaux propres ; et
 - une option peut être prise permettant d'évaluer transaction par transaction, les participations ne donnant pas le contrôle (appelés auparavant intérêts minoritaires) dans l'entreprise acquise à la juste valeur ou selon leur quote-part dans les actifs identifiables nets de l'entité acquise.

Résultats du 1^{er} semestre 2010 (suite)

L'application de cette norme n'a pas eu d'effet significatif sur les états financiers consolidés de HSBC France au 30 juin 2010.

Durant le premier semestre, au delà des éléments mentionnés ci-dessus, le groupe a adopté un nombre de normes, d'interprétations et d'amendement annexes qui n'ont pas d'effet significatif sur les états financiers consolidés de HSBC France.

Comme indiqué dans le Document de référence 2009, HSBC France n'a pas utilisé l'option offerte par l'amendement des normes IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » et IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir », intitulé « Reclassement des actifs financiers ». La version modifiée de l'amendement à l'IAS 39 et à l'IFRS 7, intitulé « Reclassement des actifs financiers – Date d'entrée en vigueur et dispositions transitoires », qui clarifie la date d'entrée en vigueur de l'amendement « Reclassement des actifs financiers », n'a donc pas d'incidence sur les états financiers consolidés de HSBC France.

b *Utilisation de jugements et estimations*

La préparation des informations financières nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses relatives aux conditions futures. Outre les informations disponibles, l'établissement d'estimations comporte nécessairement une certaine part d'appréciation ; les résultats enregistrés à l'avenir peuvent différer de ceux qui ont été publiés de manière prévisionnelle. La Direction estime que parmi les principes comptables appliqués par HSBC France impliquant nécessairement un élément d'appréciation, les plus importants concernent les dépréciations pour créances douteuses, les dépréciations des écarts d'acquisition, l'évaluation des instruments financiers, les dépréciations des actifs financiers disponibles à la vente et les actifs d'impôts différés.

De l'avis de la Direction, tous les ajustements nécessaires à une présentation fidèle du résultat net, de la situation financière et des flux de trésorerie de HSBC France au titre de la période présentée ont été pris en compte.

Les jugements significatifs apportés par la Direction lors de l'application des principes comptables du Groupe et les principales sources d'incertitudes dans les estimations étaient les mêmes que ceux relatifs aux états financiers clos au 31 décembre 2009.

c *Consolidation*

Les états financiers semestriels consolidés résumés de HSBC France se composent des états financiers de HSBC France et de ses filiales. Les principes et méthodes de consolidation appliquées par HSBC France pour la consolidation de ses filiales sont décrites aux pages 75 et 76 du Document de référence 2009.

d *Évolution des principes comptables*

Au 30 juin, un nombre de normes, d'interprétations et d'amendements annexes ont été publiés par l'IASB ; ils ne sont pas d'application pour la publication des comptes au 30 juin 2010. Exceptés ceux décrits aux pages 77 et 78 du document de référence 2009 (IFRS 9 – Instruments financiers), le groupe HSBC France n'attend pas d'effet significatif sur ses états financiers consolidés lors de leur prochaine adoption.

2 Principes comptables

Les principes comptables appliqués par HSBC France pour l'établissement de son rapport semestriel sont conformes à ceux décrits à la Note 2 des états financiers du Document de référence 2009 aux pages 78 à 90, complétés des éléments décrits en Note 1 - Base d'établissement.

3 Regroupement d'entreprises et activités destinées à être cédées

HSBC Financial Products (France)

Au cours du deuxième trimestre 2009, le management de HSBC France et de HSBC Financial Products (France) ont annoncé la cession de l'activité de HSBC Financial Products (France) à HSBC Bank plc Paris Branch.

Cette cession a été réalisée en novembre 2009. Toutefois, certaines opérations restaient au bilan de HSBC

Résultats du 1^{er} semestre 2010 (suite)

Financial Products (France) au 31 décembre 2009, et n'ont été transférées qu'au premier semestre 2010. Conformément aux dispositions de l'IFRS 5, au 30 juin 2009, ainsi qu'au 31 décembre 2009, les actifs et les passifs, après élimination des soldes réciproques avec le groupe HSBC France, de HSBC Financial Products (France) sont présentés sur une seule ligne du bilan « Actifs de groupes destinés à être cédés » et « Passifs de groupes destinés à être cédés ». Le résultat du second semestre 2009 est présenté séparément au sein de la rubrique « Résultat net d'impôt des activités cédées ».

HSBC Financial Products (France) a fusionné avec HSBC France le 30 juin 2010, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2010. Cette fusion n'a pas d'impact dans les comptes consolidés du groupe HSBC France.

4 Dividendes

Dividendes au titre de l'exercice 2010

Le Conseil d'Administration du 27 juillet 2010 a décidé la mise en paiement d'un acompte sur dividende au titre de l'exercice 2010 de 5,85 EUR par action. Ce dividende a été versé aux 67 437 820 actions en circulation à cette date, soit un montant global de 394,5 millions EUR. Le versement de l'acompte sur dividende est intervenu le 28 juillet 2010.

Un dividende final sera proposé à l'Assemblée Générale des actionnaires par le Conseil d'Administration arrêtant les comptes de l'exercice 2010 prévu en février 2011.

Dividendes au titre de l'exercice 2009

Le Conseil d'Administration du 29 juillet 2009 a décidé la mise en paiement d'un premier acompte sur dividende de 3,70 EUR par action. Ce dividende a été versé aux 67 437 820 actions en circulation à cette date soit un montant global de 249,5 millions EUR.

Le Conseil d'Administration du 18 novembre 2009 a décidé la mise en paiement d'un deuxième acompte sur dividende de 6,24 EUR par action. Ce dividende a été versé aux 67 437 820 actions en circulation à cette date soit un montant global de 420,8 millions EUR.

Sur proposition du Conseil d'administration, l'Assemblée Générale Ordinaire du 11 mai 2010 a décidé de ne pas distribuer de dividende complémentaire au titre de l'exercice 2009.

5 Bénéfice et dividende par action

	30 juin	30 juin	31 décembre
(en euros)	2010	2009	2009
Bénéfice par action	6,17	3,87	5,15
Bénéfice par action après dilution	6,17	3,83	5,10
Dividende par action	5,85	3,70	9,94

Le bénéfice par action est calculé en divisant le résultat de 416 millions EUR par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, à l'exclusion des actions détenues par la Société, soit 67 437 820 actions (au 30 juin 2009, le bénéfice était de 261 millions EUR et le nombre moyen pondéré d'actions de 67 437 820 ; au 31 décembre 2009, le bénéfice était de 347 millions EUR et le nombre moyen pondéré d'actions de 67 437 820).

Le bénéfice par action après dilution est calculé en divisant le résultat, sans ajustement au titre de l'effet dilutif des actions ordinaires potentielles (y compris des options de souscription d'actions en circulation non encore exercées), par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation à l'exclusion des actions détenues par la Société, majoré du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui seraient émises en cas de conversion de la totalité des actions ordinaires potentielles à effet dilutif, soit 67 437 820 actions (au 30 juin 2009, 68 225 697 actions ; au 31 décembre 2009, 68 042 070 actions). Au 30 juin 2010, il n'y a plus d'options de souscription d'actions impactant le calcul du bénéfice par action après dilution.

Résultats du 1^{er} semestre 2010 (suite)

6 Dépréciations pour risques de crédit

Les dépréciations pour risques de crédit comprennent :

(en millions d'euros)	30 juin 2010	30 juin 2009	31 décembre 2009
Dépréciations évaluées individuellement			
Dotations de l'exercice	158	180	282
(Reprises) de dépréciations disponibles	(93)	(85)	(103)
Récupérations sur créances amorties	(1)	(1)	(2)
	64	94	177
Dépréciations évaluées collectivement			
Dotations de l'exercice	1	8	8
(Reprises) de dépréciations	(11)	(3)	(7)
Récupérations sur créances amorties	-	-	-
	(10)	5	1
Total des pertes / (reprises) pour dépréciation	54	99	178
- établissements de crédit	-	-	-
- clientèle	54	99	178
Autres dépréciations pour risques de crédit	-	-	-
Dotations aux dépréciations sur titres disponibles à la vente	-	-	(1)
Coût du risque	54	99	177
Part des pertes pour dépréciation en pourcentage des créances brutes sur la clientèle à la clôture ¹	0,11 %	0,18 %	0,35 %
Encours de la clientèle et établissements de crédit			
Créances douteuses	1 329	1 200	1 298
Dépréciations individuelles	645	570	604
Créances brutes	90 204	86 669	81 167
Taux de couverture des créances douteuses	48,53 %	47,50 %	46,53 %

1 Pourcentage non annualisé pour les arrêts du 30 juin.

Evolution des dépréciations pour l'ensemble de créances

(en millions d'euros)	30 juin 2010		
	Prêts évalués individuellement	Prêts évalués collectivement	Total
Au 1er janvier	(604)	(78)	(682)
Reprises de dépréciations utilisées	22	-	22
Reprises de dépréciations disponibles	93	11	104
(Dotations) de l'exercice	(158)	(1)	(159)
Variations de change et autres mouvements	2	-	2
Au 30 juin	(645)	(68)	(713)

Résultats du 1^{er} semestre 2010 (suite)

(en millions d'euros)	30 juin 2009		
	<i>Prêts évalués indivi- duellement</i>	<i>Prêts évalués collecti- vement</i>	<i>Total</i>
Au 1er janvier	(525)	(77)	(602)
Reprises de dépréciations utilisées	48	-	48
Reprises de dépréciations disponibles	85	3	88
(Dotations) de l'exercice	(180)	(8)	(188)
Variations de change et autres mouvements	2	-	2
Au 30 juin	<u>(570)</u>	<u>(82)</u>	<u>(652)</u>

(en millions d'euros)	31 décembre 2009		
	<i>Prêts évalués indivi- duellement</i>	<i>Prêts évalués collecti- vement</i>	<i>Total</i>
Au 1er janvier	(525)	(77)	(602)
Reprises de dépréciations utilisées	91	-	91
Reprises de dépréciations disponibles	103	7	110
(Dotations) de l'exercice	(282)	(8)	(290)
Variations de change et autres mouvements	9	-	9
Au 31 décembre	<u>(604)</u>	<u>(78)</u>	<u>(682)</u>

Résultats du 1^{er} semestre 2010 (suite)

7 Juste valeur des instruments financiers

Les méthodes de détermination des justes valeurs des instruments financiers sont décrites dans le Document de référence 2009 dans les sections relatives aux principes et méthodes comptables aux pages 78 à 90 et dans la Note 28 en pages 124 à 131.

Le tableau ci-dessous présente une synthèse des éléments à partir desquels les actifs et passifs financiers sont valorisés à leur juste valeur dans les états financiers consolidés.

(en millions d'euros)	Techniques d'évaluation:			Total contre- parties	Montants avec des entités du Groupe HSBC	Total
	Level 1 - cotation de marché	Level 2 - utilisation de données de marché observables	Level 3 - utilisation de données de marché non- observables			
Au 30 juin 2010						
Actifs						
Portefeuille de transaction	57 632	993	-	58 625	6 380	65 005
Actifs financiers sous option juste valeur	-	608	-	608	4	612
Instruments dérivés	3	54 691	8	54 702	20 410	75 112
Titres disponibles à la vente	2 351	840	-	3 191	170	3 361
Passifs						
Portefeuille de transaction	39 305	1 855	-	41 160	3 460	44 620
Passifs financiers sous option juste valeur	-	5 696	-	5 696	-	5 696
Instruments dérivés	3	50 807	8	50 818	23 740	74 558
Au 30 juin 2009						
Actifs						
Portefeuille de transaction	57 466	3 400	-	60 866	5 443	66 309
Actifs financiers sous option juste valeur	-	514	-	514	4	518
Instruments dérivés	13	43 737	5	43 755	18 990	62 745
Titres disponibles à la vente	4 219	720	170	5 109	170	5 279
Passifs						
Portefeuille de transaction	25 102	1 983	-	27 084	2 764	29 849
Passifs financiers sous option juste valeur	-	3 795	-	3 795	-	3 795
Instruments dérivés	-	42 694	3	42 697	19 083	61 780
Au 31 décembre 2009						
Actifs						
Portefeuille de transaction	55 073	1 409	-	56 482	5 047	61 529
Actifs financiers sous option juste valeur	-	591	-	591	4	595
Instruments dérivés	6	37 825	6	37 837	18 120	55 957
Titres disponibles à la vente	4 038	940	-	4 978	170	5 148
Passifs						
Portefeuille de transaction	32 185	1 791	-	33 976	1 178	35 154
Passifs financiers sous option juste valeur	-	3 881	-	3 881	-	3 881
Instruments dérivés	1	35 342	3	35 346	20 262	55 608

Résultats du 1^{er} semestre 2010 (suite)

Le tableau ci-dessous présente la juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur au bilan. La valeur comptable de tous les autres instruments financiers est égale à leur juste valeur :

	30 juin 2010		30 juin 2009		31 décembre 2009	
	Valeur	Juste	Valeur	Juste	Valeur	Juste
	comptable	valeur	comptable	valeur	comptable	valeur
(en millions d'euros)						
Actif						
Prêts et créances sur les établissements de crédit	39 435	39 440	31 410	31 415	30 705	30 707
Prêts et créances sur la clientèle	50 056	49 503	54 607	54 114	49 780	49 586
Passif						
Dettes envers les établissements de crédit	39 452	39 452	45 097	45 097	41 035	41 035
Comptes créditeurs de la clientèle	56 538	56 557	61 122	61 144	49 338	49 344
Dettes représentées par un titre	15 541	15 603	18 923	18 923	14 769	14 778
Dettes subordonnées	166	169	166	169	166	169

Analyse des titres adossés à des actifs (ABS - Asset Backed Securities)

Le tableau ci-dessous montre l'exposition du groupe au risque de marché sur les ABS.

(en millions d'euros)	30 juin 2010				30 juin 2009			
	CDS				CDS			
	Exposition brute ²	protection brute ³	Exposition nette ⁴	Valeur comptable ⁵	Exposition brute ²	protection brute ³	Exposition nette ⁴	Valeur comptable ⁵
- Qualité Supérieure ¹	259	-	259	231	330	-	330	254
- Notation de C à A	38	-	38	27	3	-	3	2
- Non notés	4	-	4	4	6	-	6	6
Total ABS	301	-	301	262	339	-	339	262
31 décembre 2009								
CDS								
(en millions d'euros)	Exposition brute ²	protection brute ³	Exposition nette ⁴	Valeur comptable ⁵				
- Qualité Supérieure ¹	263	-	263	237				
- Notation de C à A	24	-	14	21				
- Non notés	19	-	19	17				
Total ABS	306	-	306	275				

1 Actifs notés AA ou AAA.

2 L'exposition brute est le montant du remboursement à échéance ou, dans le cas d'un instrument amortissable, la somme des remboursements futurs sur la durée résiduelle du titre.

3 Un CDS est un swap de défaut de contrepartie. "CDS protection brute" est l'exposition brute des instruments sous-jacents couverts par des CDS.

4 L'exposition nette correspond à l'exposition brute des titres non couverts par des CDS. Elle comprend les actifs qui bénéficient d'une protection monoline, sauf quand cette protection est achetée avec un CDS.

5 Valeur comptable de l'exposition nette.

Résultats du 1^{er} semestre 2010 (suite)

8 Gestion des risques

Toutes les activités du groupe HSBC France impliquent l'analyse, l'évaluation, l'acceptation et la gestion d'un certain niveau de risque ou d'une combinaison de différents types de risques.

Les risques les plus importants liés aux instruments financiers sont le risque de crédit (qui recouvre les risques pays et les risques frontaliers), le risque de liquidité et les risques de marché. La gestion de ces risques est présentée dans le Document de référence 2009 aux pages 136 à 157.

Les facteurs de risques et d'incertitudes pour HSBC France n'ont pas subi d'évolution significative par rapport à la situation décrite dans le Document de référence établi au 31 décembre 2009. En outre, il n'est pas, à ce jour, anticipé d'évolution majeure sur les 6 mois à venir.

Seuls les changements significatifs dans la gestion des risques ainsi que les éléments significatifs sont présentés ci-après.

Gestion des risques de crédit

La qualité du crédit des instruments financiers est en ligne avec celle publiée dans le Document de référence 2009 aux pages 136 à 145.

Qualité du crédit des instruments financiers

Les portefeuilles de prêts, d'obligations et de dérivés du groupe sont ainsi classés dans le tableau ci-après selon cinq catégories de qualité du crédit. Chacune de ces catégories se subdivise elle-même en sections plus fines correspondant à une note de crédit interne attribuée aux prêts à la grande clientèle, aux prêts aux particuliers, ainsi qu'au rating de la dette par les agences de notation externes.

Classement par qualité du crédit

	<i>Prêts à la grande clientèle et dérivés</i>	<i>Prêts aux particuliers</i>	<i>Obligations / autres</i>
Strong	CRR 1 à CRR 2	EL 1 à EL 2	A- et supérieur
Good	CRR 3	EL 3	BBB+ à BBB-
Satisfactory	CRR 4 à CRR 5	EL 4 à EL 5	BB+ à B+ et non noté
Sub-Standard	CRR 6 à CRR 8	EL 6 à EL 8	B et inférieur
Créances douteuses et contentieuses	CRR 9 à CRR 10	EL 9 à EL 10	Douteux

Définitions des cinq catégories de notation

“Strong” : très bonne capacité à honorer les engagements financiers, avec une probabilité de défaillance faible ou négligeable et/ou de faibles niveaux de pertes attendues. Comptes de particuliers fonctionnant conformément aux critères fixés pour chaque produit, les anomalies n'étant qu'exceptionnelles.

“Good” : expositions impliquant un suivi plus important, avec une bonne capacité en terme de respect de leurs engagements financiers et un risque de défaillance faible. Comptes de particuliers ne présentant que de courtes périodes d'anomalie de fonctionnement ; les pertes attendues sont mineures après mise en œuvre du processus de recouvrement.

“Satisfactory” expositions impliquant un suivi plus important, avec une capacité satisfaisante en terme de respect de leurs engagements financiers et un risque de défaillance modéré. Comptes de particuliers ne présentant que de courtes périodes d'anomalie de fonctionnement ; les pertes attendues sont mineures après mise en œuvre du processus de recouvrement.

“Sub-standard” : expositions nécessitant, à des degrés divers, des contrôles renforcés ; le risque de défaillance est plus important. Comptes de particuliers présentant des périodes plus longues d'impayés pouvant aller jusqu'à 90 jours ; les pertes attendues sont plus importantes en raison d'une moindre capacité à atténuer les risques moyennant la réalisation des sûretés ou autres procédures de recouvrement.

“Créances douteuses et contentieuses” : expositions jugées, individuellement ou collectivement, douteuses. Le

Résultats du 1^{er} semestre 2010 (suite)

groupe considère toutes les créances de particuliers restées impayées pendant 90 jours ou plus comme douteuses. Ces comptes peuvent se situer dans n'importe quelle catégorie de perte attendue, sachant que dans les catégories de qualité supérieure, le classement reflétera la possibilité de compenser l'impayé par des mesures d'atténuation du risque de crédit sous une forme ou sous une autre.

Des détails complémentaires sur le classement par qualité du crédit sont fournis dans le Document de référence 2009 en page 141.

		Au 30 juin 2010							
		<i>Créances saines</i>				<i>Créances saines en impayées</i>	<i>Créances douteuses et contentieuses</i>	<i>Dépréciations</i>	<i>Total</i>
(en millions d'euros)	<i>Strong</i>	<i>Good</i>	<i>Satisfactory</i>	<i>Sub-standard</i>					
Caisse, banques centrales et CCP	7 951	-	-	-	-	-	-	7 951	
Comptes d'encaissement	941	-	-	-	-	-	-	941	
Portefeuille de transaction actif	58 086	1 847	5 050	22	-	-	-	65 005	
Effets publics et valeurs assimilées	36 321	-	-	-	-	-	-	36 321	
Obligations et autres titres à revenu fixe	9 074	874	255	-	-	-	-	10 203	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	11 857	959	693	22	-	-	-	13 531	
Prêts et créances sur la clientèle	834	14	4 102	-	-	-	-	4 950	
Actifs sous option juste valeur	612	-	-	-	-	-	-	612	
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-	-	-	
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	-	-	-	-	-	-	5	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	
Prêts et créances sur la clientèle	607	-	-	-	-	-	-	607	
Instruments dérivés	54 766	17 009	3 189	148	-	-	-	75 112	
Prêts et créances au coût	61 748	15 201	10 537	883	506	1 329	(713)	89 491	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	33 002	3 388	3 038	7	-	-	-	39 435	
Prêts et créances sur la clientèle	28 746	11 813	7 499	876	506	1 329	(713)	50 056	
Investissements financiers	2 678	55	106	-	-	-	-	2 839	
Effets publics et valeurs assimilées	410	-	-	-	-	-	-	410	
Obligations et autres titres à revenu fixe	2 268	55	106	-	-	-	-	2 429	
Autres actifs	11	-	1 876	-	-	-	-	1 887	
Avals et endos	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres actifs	11	-	1 876	-	-	-	-	1 887	
Total	186 793	34 112	20 758	1 053	506	1 329	(713)	243 838	

Résultats du 1^{er} semestre 2010 (suite)

Au 30 juin 2009

(en millions d'euros)	<i>Créances saines</i>				<i>Créances saines en impayées</i>	<i>Créances douteuses et contentieuses</i>	<i>Dépréciations</i>	<i>Total</i>
	<i>Strong</i>	<i>Good</i>	<i>Satisfactory</i>	<i>Sub-standard</i>				
Caisse, banques centrales et CCP	1 383	-	-	-	-	-	-	1 383
Comptes d'encaissement	1 117	-	-	-	-	-	-	1 117
Portefeuille de transaction actif	57 632	1 621	7 047	9	-	-	-	66 309
Effets publics et valeurs assimilées	40 106	-	-	-	-	-	-	40 106
Obligations et autres titres à revenu fixe	5 732	143	3 811	-	-	-	-	9 686
Prêts et créances sur les établissements de crédit	11 030	1 326	207	9	-	-	-	12 572
Prêts et créances sur la clientèle	764	152	3 029	-	-	-	-	3 945
Actifs sous option juste valeur	518	-	-	-	-	-	-	518
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	4	-	-	-	-	-	-	4
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	514	-	-	-	-	-	-	514
Instruments dérivés	52 013	8 124	2 426	182	-	-	-	62 745
Prêts et créances au coût	58 837	13 713	11 538	706	675	1 200	(652)	86 017
Prêts et créances sur les établissements de crédit	28 665	1 330	1 401	14	-	-	-	31 410
Prêts et créances sur la clientèle	30 172	12 383	10 137	692	675	1 200	(652)	54 607
Investissements financiers	3 079	61	1 506	-	-	-	-	4 646
Effets publics et valeurs assimilées	2 037	-	-	-	-	-	-	2 037
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 042	61	1 506	-	-	-	-	2 609
Autres actifs	66	-	1 791	-	-	-	-	1 857
Avals et endos	-	-	2	-	-	-	-	2
Autres actifs	66	-	1 789	-	-	-	-	1 855
Total	174 645	23 519	24 308	897	675	1 200	(652)	224 592

Résultats du 1^{er} semestre 2010 (suite)

Au 31 décembre 2009								
(en millions d'euros)	Créances saines				Créances saines en impayées	Créances douteuses et contentieuses	Dépréciations	Total
	Strong	Good	Satisfactory	Sub-standard				
Caisse, banques centrales et CCP	586	-	-	-	-	-	-	586
Comptes d'encaissement	1 079	-	-	-	-	-	-	1 079
Portefeuille de transaction actif	57 214	2 475	1 827	13	-	-	-	61 529
Effets publics et valeurs assimilées	38 125	-	-	-	-	-	-	38 125
Obligations et autres titres à revenu fixe	8 734	1 454	227	-	-	-	-	10 415
Prêts et créances sur les établissements de crédit	9 572	909	240	13	-	-	-	10 734
Prêts et créances sur la clientèle	783	112	1 360	-	-	-	-	2 255
Actifs sous option juste valeur	595	-	-	-	-	-	-	595
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	4	-	-	-	-	-	-	4
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	591	-	-	-	-	-	-	591
Instruments dérivés	40 935	13 020	1 847	155	-	-	-	55 957
Prêts et créances au coût	55 422	13 591	9 335	809	712	1 298	(682)	80 485
Prêts et créances sur les établissements de crédit	27 187	2 605	913	-	-	-	-	30 705
Prêts et créances sur la clientèle	28 235	10 986	8 422	809	712	1 298	(682)	49 780
Investissements financiers	4 287	53	149	-	-	-	-	4 489
Effets publics et valeurs assimilées	2 012	-	-	-	-	-	-	2 012
Obligations et autres titres à revenu fixe	2 275	53	149	-	-	-	-	2 477
Autres actifs	71	-	1 500	-	-	-	-	1 571
Avals et endos	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs	71	-	1 500	-	-	-	-	1 571
Total	160 189	29 139	14 658	977	712	1 298	(682)	206 291

Compensation des produits dérivés

Compte tenu des règles de compensation imposées par l'IAS 32 sur les actifs et passifs financiers du groupe, la juste valeur des dérivés n'a été compensée à hauteur de 68 milliards EUR au 30 juin 2010 (57 milliards EUR au 30 juin 2009 et 50 milliards EUR au 31 décembre 2009).

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2010			Au 30 juin 2009			Au 31 décembre 2009		
	Valeur nette comptable	Montants pouvant être compensés ¹	Risque de crédit net total	Valeur nette comptable	Montants pouvant être compensés ¹	Risque de crédit net total	Valeur nette comptable	Montants pouvant être compensés ¹	Risque de crédit net total
Produits dérivés	75 112	(68 190)	6 922	62 745	(56 870)	5 875	55 957	(50 227)	5 730

1 Par des produits dérivés envers les mêmes contreparties.

Résultats du 1^{er} semestre 2010 (suite)

Evaluation des dépréciations

La Direction évalue régulièrement l'adéquation du niveau des dépréciations sur créances douteuses grâce à un examen détaillé du portefeuille de prêts, à une comparaison entre les statistiques de défaillance et de défaut de paiement et les données historiques et à une estimation de l'impact de la conjoncture économique actuelle.

Il existe deux types de dépréciations sur créances – celles évaluées individuellement et celles évaluées collectivement – présentés dans la Note 2 g du Document de référence 2009 (pages 80 et 81).

Gestion de la liquidité et du financement

La gestion de la liquidité et du financement n'a pas évolué de façon significative par rapport à la description faite dans le Document de référence 2009 (pages 145 à 147).

Dettes moyen et long terme

L'encours de la dette moyen et long terme au 30 juin 2010 est de 14,7 milliards EUR, en hausse par rapport au 31 décembre 2009 (11,2 milliards EUR). Cette augmentation est due à l'émission au premier semestre 2010 de 3,7 milliards EUR dont :

- 1,8 milliard EUR d'émissions de Covered Bonds réalisées en deux émissions, la première de 1,5 milliard EUR à plus de 7 ans et une émission de 0,3 milliard EUR en CHF ;
- 1,9 milliard EUR d'émissions à destination d'investisseurs privés.

Certificats de dépôt

Le profil de maturité des certificats de dépôts est indiqué ci-dessous :

(en millions d'euros)	30 juin 2010	30 juin 2009	31 décembre 2009
Maturité			
inférieure à un mois	3 577	7 650	2 742
entre 1 et 2 mois	2 555	1 700	3 367
entre 2 et 3 mois	897	3 227	2 505
à plus de 3 mois	1 110	620	571
Total	8 139	13 197	9 185

Ratio réglementaire

HSBC France respecte le coefficient réglementaire de liquidité imposé par la Banque de France sous la supervision de l'Autorité de Contrôle Prudentiel en conservant au cours du 1^{er} semestre 2010 un ratio largement supérieur à 100 %. Le coefficient réglementaire de liquidité, qui mesure l'impasse potentielle de liquidité à un mois, s'est établi en moyenne sur le premier semestre 2010 à 124 % pour HSBC France sur base individuelle.

HSBC France a appliqué au 30 juin 2010 la nouvelle réglementation suite à la mise en place de l'arrêté du 5 mai 2009 relatif à l'identification, la mesure, la gestion et le contrôle du risque de liquidité. Cette nouvelle réglementation n'a pas eu d'incidence significative sur le ratio de liquidité de HSBC France.

Gestion des risques de marché

La surveillance des risques de marché a pour objectif de gérer et de contrôler les expositions au risque de marché afin d'optimiser le retour sur risque, tout en conservant un profil de marché cohérent avec le statut du Groupe en tant qu'établissement financier de premier plan et intervenant majeur en matière de produits et services financiers.

La gestion des risques de marché n'a pas évolué de façon significative par rapport à la description faite dans le Document de référence 2009 (pages 147 à 154).

Résultats du 1^{er} semestre 2010 (suite)

Les outils du contrôle permanent des risques de marchés

La Value at Risk

L'un des principaux outils utilisés par le Groupe pour suivre et limiter son exposition au risque de marché est la Value at Risk (ci-après "la VaR"). HSBC France s'est doté d'un modèle interne pour calculer la VaR.

La VaR est une technique qui permet d'évaluer les pertes potentielles encourues sur les positions de risque, du fait de variations de taux et de cours de marché à un horizon de temps déterminé et pour un niveau de probabilité donné (99 % dans le cas du Groupe). HSBC France calcule la VaR chaque jour. Le modèle de VaR utilisé par HSBC France, à l'instar du Groupe, se fonde sur des simulations historiques.

Le modèle de simulation historique définit des scénarios futurs plausibles à partir de séries temporelles de taux de marché, en tenant compte des interrelations entre les différents marchés et taux, telles que les liens entre les taux d'intérêt et les taux de change, par exemple. Les variations potentielles de cours de marché sont calculées à partir des données de marché des deux années précédentes. Le modèle interne de HSBC France a été revalidé par la Commission bancaire en 2007 pour les calculs réglementaires des exigences de fonds propres. Depuis janvier 2007, HSBC France calcule la perte potentielle maximale à un horizon de 1 jour.

Bien qu'elle constitue une mesure utile du risque, la VaR doit être appréciée au regard de ses limites. A titre d'illustration :

- l'utilisation de données historiques comme substitut pour estimer les événements futurs peut ne pas capturer tous les événements potentiels, en particulier ceux qui sont extrêmes par nature ;
- le choix d'un horizon de 1 jour suppose que toutes les positions peuvent être soit liquidées, soit couvertes en l'espace d'une journée. Il est possible que cette méthode ne permette pas de prendre suffisamment en compte le risque de marché en période de liquidité très réduite qui n'autoriserait pas la liquidation ou la couverture de l'intégralité des positions en l'espace d'une seule journée ;
- par définition, le niveau de probabilité de 99 % ne permet pas de prendre en compte les pertes au-delà de ce niveau de probabilité ; et
- la VaR est calculée sur la base d'expositions courantes à la clôture de l'activité et ne reflète par conséquent pas forcément les expositions en cours de séance.

Conscient des limites de ce modèle, HSBC France remédie à ces lacunes en instituant des limites de sensibilité. Des scénarii de stress sont en outre appliqués tant aux portefeuilles individuels qu'aux positions consolidées de HSBC France. Ces scénarii de stress sont définis par un groupe de spécialistes à Paris (responsables de marché, contrôleurs) selon les règles et pratiques du Groupe.

La VaR capture les facteurs de risques classiques directement observables au quotidien : change, taux d'intérêts, cours des actions, etc., mais ne prend pas en compte les variations potentielles de paramètres plus exotiques tels que les corrélations, les risques de bases, les paramètres de retour à la moyenne, les anticipations de dividendes futures, etc. Ainsi, HSBC France calcule depuis le 31 décembre 2007 une VaR complémentaire (VaR Add-On) au titre des facteurs de risques exotiques.

La VaR 1 jour des Marchés, à la fois sur les opérations de marché et de gestion du risque structurel de taux, s'élevait à :

(en millions d'euros)	<i>VaR 1 jour sans périmètre Add-On</i>		<i>VaR Add-On</i>
	<i>Moyenne</i>	<i>Minimum</i>	<i>Maximum</i>
Au 30 juin 2010	19,12	5,40	5,40
Au 31 décembre 2009	15,08	6,93	6,93

(en millions d'euros)	<i>VaR 1 jour sans périmètre Add-On</i>			<i>VaR Add-On</i>		
	<i>Moyenne</i>	<i>Minimum</i>	<i>Maximum</i>	<i>Moyenne</i>	<i>Minimum</i>	<i>Maximum</i>
Au 30 juin 2010	19,30	14,23	25,62	6,68	5,32	8,36
Au 31 décembre 2009	18,76	12,55	26,76	6,73	5,81	7,93

Résultats du 1^{er} semestre 2010 (suite)

A noter que les niveaux de VaR et de VaR Add-On sont restés relativement stables en moyenne et sur leur maximums.

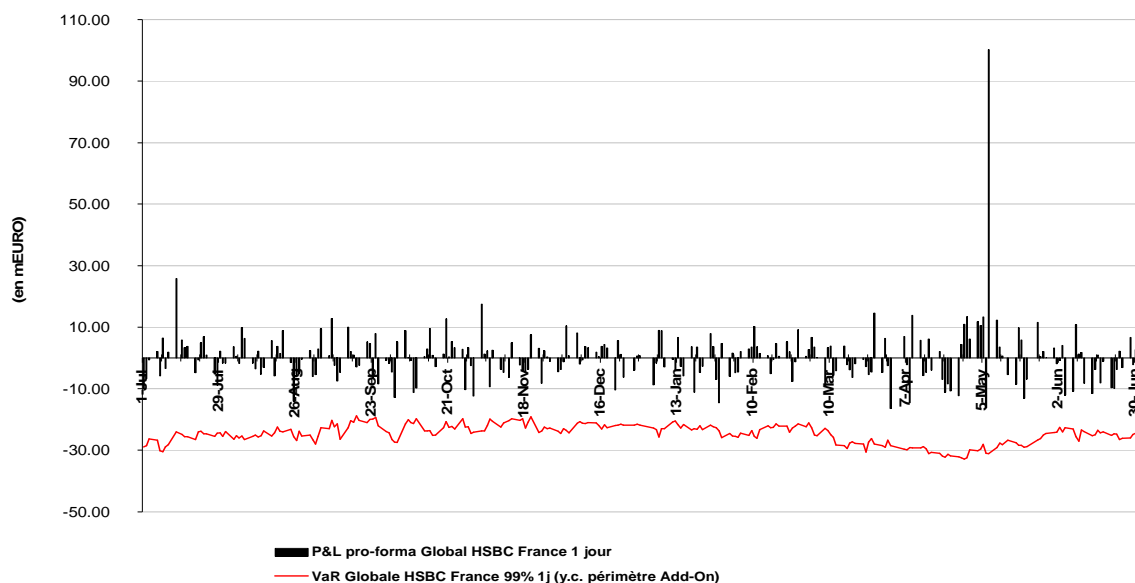
Back-testing

Ce processus de contrôle a posteriori du modèle est effectué sur la base de VaR 99 % 1 jour comparée à des résultats quotidiens "pro forma" déterminés à partir des variations des prix de marché à positions inchangées. Cet exercice est réalisé à J+2, par activité et sur l'ensemble des positions de marché de HSBC France.

Il permet de valider le modèle utilisé en s'assurant que, dans 99 % des cas, le résultat effectivement constaté est inférieur, en valeur absolue, à la VaR 1 jour calculée.

Back-testing pro forma juin 2009 – juin 2010

(en millions d'euros)



HSBC France n'a enregistré aucun dépassement de back-testing sur une année glissante.

Juste valeur et contrôles de vérification des cours

Le Groupe a pour politique de soumettre à des tests indépendants à l'échelle du Groupe les processus d'évaluation et de vérification de cours concernant les instruments financiers inscrits au bilan à leur juste valeur. Les instruments financiers comptabilisés à leur juste valeur comprennent notamment les actifs du portefeuille de négociation, les instruments financiers sous option juste valeur, les obligations liées aux ventes de titres à découvert, l'ensemble des instruments financiers dérivés et les titres de placement.

Le calcul des justes valeurs constitue par conséquent un élément important des remontées d'informations relatives aux activités de Marchés du Groupe.

Toutes les politiques significatives en matière d'évaluation et toute modification de ces politiques doivent être approuvées par la Direction Financière. Les normes internes de remontées d'informations mises en œuvre par le Groupe exigent que les services de Contrôle financier du Groupe soient indépendants des activités de prises de risques, les services financiers étant chargés en dernier ressort de déterminer les justes valeurs figurant dans les états financiers et de s'assurer du respect des politiques de Groupe et de l'observation des normes comptables afférentes.

Résultats du 1^{er} semestre 2010 (suite)

Opérations de marché

Le risque de marché inhérent au portefeuille d'opérations de marché est suivi et contrôlé, tant au niveau du portefeuille que des positions, grâce à l'utilisation de techniques complémentaires, telles que la VaR et la valeur actuelle d'un point de base, assorties de tests de stress et de sensibilité et de plafonds de concentration. Ces méthodologies permettent de quantifier l'impact de mouvements de marché donnés sur les capitaux.

Les autres dispositifs de contrôle consistent à limiter les opérations individuelles de négociation à une liste d'instruments autorisés fixée par le département Wholesale & Market Risk et à mettre en œuvre des procédures drastiques d'approbation des nouveaux produits. La négociation de produits dérivés complexes est notamment concentrée à des niveaux appropriés d'expertise produit et soumise à des systèmes de contrôle stricts.

La politique de HSBC France en matière de couverture consiste à gérer le risque économique de la façon la plus appropriée, sans s'inquiéter de savoir si une comptabilité de couverture pourra être appliquée, dans le cadre des limites concernant la volatilité potentielle des résultats publiés. La ventilation de la VaR des opérations de marché est présentée ci-après par type de risque, par positions prises avec intention de négociation et par positions prises sans intention de négociation (non significatives au niveau de HSBC France) :

VaR Trading des opérations de marché par type de risque

(en millions d'euros)	<i>Change</i>	<i>Taux d'intérêt</i>	<i>Action</i>	<i>Total</i>
Au 30 juin 2010	0,04	19,06	0,01	19,02
Au 31 décembre 2009	0,10	15,44	0,43	15,51
Moyenne				
2010	0,09	19,06	0,25	19,00
2009	0,30	19,51	3,86	18,60
Minimum				
2010	0,01	14,14	0,01	14,13
2009	0,03	12,90	0,30	12,89
Maximum				
2010	0,23	26,01	0,50	26,02
2009	0,93	28,38	7,95	26,96

Positions prises avec intention de négociation – VaR par type de risque

(en millions d'euros)	<i>Change</i>	<i>Taux d'intérêt</i>	<i>Action</i>	<i>Total</i>
Au 30 juin 2010	0,04	18,72	0,01	17,86
Au 31 décembre 2009	0,10	15,08	0,43	13,92
Moyenne				
2010	0,09	18,96	0,25	17,85
2009	0,30	19,43	3,86	17,19
Minimum				
2010	0,01	13,65	0,01	13,35
2009	0,03	13,23	0,30	11,99
Maximum				
2010	0,23	24,86	0,50	24,03
2009	0,93	35,77	7,95	24,18

Résultats du 1^{er} semestre 2010 (suite)

Positions prises sans intention de négociation – VaR par type de risque

(en millions d'euros)	<i>Change</i>	<i>Taux d'intérêt</i>	<i>Action</i>	<i>Total</i>
Au 30 juin 2010	-	1,17	-	1,17
Au 31 décembre 2009	-	1,59	-	1,59
Moyenne				
2010	-	1,15	-	1,15
2009	-	1,42	-	1,42
Minimum				
2010	-	0,78	-	0,78
2009	-	0,91	-	0,91
Maximum				
2010	-	1,99	-	1,99
2009	-	2,78	-	2,78

Analyse de la sensibilité

Au 30 juin 2010, HSBC France Global Markets est surtout exposé au risque de taux : en directionnel, en pente et en spread (c'est-à-dire en écart relatif) sur les différentes courbes de swaps et de titres, dénommés en EUR, de la zone Euro, que ces titres soient ceux d'émetteurs Etats souverains de la zone Euro, d'émetteurs de types Supranationaux, Agences d'Etats ou d'émetteurs de type "covered bonds". Parmi toutes ces sensibilités, les principales expositions viennent de la sensibilité nette totale au spread de taux entre tous les titres et les swaps en EUR, ainsi que des sensibilités aux courbes respectives des titres d'Etats européens.

HSBC France Global Markets est également soumis aux sensibilités en volatilité de taux et corrélation de taux essentiellement sur les devises EUR et USD.

Toutes ces sensibilités reflètent le fait que HSBC France Global Markets intervient comme market-maker et en compte propre sur les marchés concernés.

Toutes ces sensibilités sont évaluées et mesurées quotidiennement selon les méthodes standards classiques telles qu'utilisées par l'industrie.

Les montants consommés sont confrontés aux limites de risque de marché qui définissent le montant des expositions résiduelles autorisées en intraday et sur la clôture de chaque soir.

Une représentation agrégée est la VaR 99 % 1 jour globale de HSBC France Global Markets au 30 juin 2010 : (23,3) millions USD.

Au 30 juin 2010, HSBC France conserve sur le périmètre de son portefeuille non trading une exposition directionnelle nette au marché de taux faible et de maturité inférieure à 1 an et une faible position de titres contre swaps de taux également faible et de courte maturité, inférieure à 2 ans.

Les instruments financiers composant les portefeuilles non trading de l'activité Global Markets font l'objet d'une valorisation pour les besoins de l'information financière ainsi que d'une détermination de la sensibilité de la valeur donnée à ces instruments aux fluctuations de taux d'intérêt.

La sensibilité de la valeur de ces positions à une variation instantanée d'un point de base des taux d'intérêt se traduit par une augmentation de valeur en cas de baisse et une réduction de valeur en cas de hausse d'environ 163 milliers EUR.

Résultats du 1^{er} semestre 2010 (suite)

Déclaration d'exigence de fonds propres

Le modèle interne permet de calculer quotidiennement les Value at Risk de toutes les positions. Il a été validé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel pour les calculs réglementaires des exigences de fonds propres. Au 30 juin 2010 et au 31 décembre 2009, il couvre un périmètre représentant la quasi-totalité du risque général de marché de HSBC France. Les risques qui ne sont pas couverts par le modèle interne sont mesurés en utilisant la méthode forfaitaire recommandée par la Banque des Règlements Internationaux (BRI) et transposée dans la réglementation française par le règlement CRBF 95-02.

Les exigences de fonds propres au titre des risques de marché se décomposent de la manière suivante :

(en millions d'euros)	30 juin 2010		31 décembre 2009	
	BRI	CAD	BRI	CAD
Modèle interne¹ :	305,76	305,76	248,21	248,21
Risque de change	0,87	0,87	2,00	2,00
Risque général de taux	305,37	305,37	257,79	257,79
Risque global action	2,69	2,69	33,69	33,69
Effet de compensation risque global	(3,18)	(3,18)	(45,27)	(45,27)
Risques forfaitaires :	71,76	71,76	64,60	64,60
Risque de change	-	-	-	-
Risque général de taux	-	-	-	-
Risque spécifique de taux	71,76	71,76	64,60	64,60
Risque global action	-	-	-	-
Risque spécifique action	-	-	-	-
Total	377,52	377,52	312,81	312,81

¹ Y compris le périmètre Add-On.

Gestion des fonds propres, couverture des risques et ratios réglementaires

Calcul et allocation des fonds propres

L'Autorité de Contrôle Prudentiel est l'autorité de tutelle du groupe HSBC France. Les informations relatives à l'adéquation des fonds propres lui sont adressées et c'est elle qui fixe les exigences minimales de fonds propres applicables au groupe.

Il n'y a pas eu d'évolution de la réglementation ou des méthodes de calculs au cours du 1^{er} semestre 2010.

Les principes de calcul et de gestion des fonds propres du groupe HSBC France sont détaillés dans le Document de référence 2009 en pages 60 à 62.

Le Groupe en France ne publie pas de données Pilier 3, mais celles-ci figurent dans les déclarations que HSBC Holdings communique dans la rubrique Relations Investisseurs de son site Internet.

Résultats du 1^{er} semestre 2010 (suite)

Etat des fonds propres réglementaires

Le tableau ci-dessous fait apparaître la ventilation des fonds propres réglementaires :

Ventilation des fonds propres consolidés

(en millions d'euros)

	30 juin 2010 Bâle II	30 juin 2009 Bâle II	31 décembre 2009 Bâle II
Fonds propres de base :			
Capitaux propres part du groupe	5 556	5 541	5 060
Intérêts non contrôlant	51	48	48
Moins : dividendes versés à la société mère	(394)	(250)	-
Moins : éléments faisant l'objet d'un traitement prudentiel	(173)	(34)	(76)
Moins : écarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles	(367)	(373)	(370)
Moins : déductions au titre des pertes attendues	(105)	(72)	(101)
Moins : investissements sur les entreprises à caractère financier excédant la limite de 10 % des fonds propres	(256)	(177)	(202)
Total des fonds propres de base	4 312	4 683	4 359
Fonds propres complémentaires :			
Réserves de réévaluation des immobilisations et plus-values latentes sur titres disponibles à la vente	68	97	112
Titres subordonnés à durée indéterminée et titres subordonnés à durée déterminée	144	181	181
Moins : déductions au titre des pertes attendues	(105)	(72)	(101)
Moins : investissements sur les entreprises à caractère financier excédant la limite de 10 % des fonds propres	(107)	(177)	(192)
Total des fonds propres complémentaires	-	29	-
Investissements dans d'autres établissements bancaires ou financiers	(4)	(4)	(4)
Total des fonds propres	4 308	4 708	4 355
Total des risques pondérés Bâle I	41 592	46 007	43 544
Total des risques pondérés Bâle II	35 448	43 937	35 592
Ratios prudentiels :			
Total des fonds propres	12,2%	10,7 %	12,2%
Fonds propres de base	12,2%	10,7 %	12,2%

Les données ci-dessus ont été calculées conformément à la Directive bancaire de l'Union européenne et aux normes prudentielles de l'Autorité de Contrôle Prudentiel. Le groupe a respecté, à tout moment, les exigences de fonds propres imposées par l'Autorité de Contrôle Prudentiel en 2010 et en 2009.

En 2008, HSBC France a consenti un prêt subordonné de 650 millions EUR à HSBC Bank plc conduisant à dépasser la franchise égale à 10 % des fonds propres ; 256 millions EUR ont été déduits des fonds propres de base et 107 millions EUR des fonds propres complémentaires au 30 juin 2010 (202 millions EUR déduits des fonds propres de base et 192 millions EUR des fonds propres réglementaires au 31 décembre 2009).

Fonds propres de base

Retraite des déductions au titre des pertes attendues en Bâle II et de la part des investissements dans les établissements financiers excédant 10 % des fonds propres, la variation nette des fonds propres de base résulte

Résultats du 1^{er} semestre 2010 (suite)

principalement du résultat du premier semestre soit 416 millions EUR diminué de l'acompte sur dividende de 394 millions EUR, de la variation du spread de crédit sur la dette émise pour 70 millions EUR et de la cession des immeubles du siège (103 avenue des Champs Elysées et 15 rue Vernet) soit 63 millions EUR (réserve de réévaluation nette mesurée en date de transition aux IFRS).

Fonds propres complémentaires

Retraitée des déductions au titre des pertes attendues en Bâle II et de la part des investissements dans les établissements financiers excédant 10 % des fonds propres, la variation nette des fonds propres complémentaires résulte principalement de la cession des immeubles du siège (103 avenue des Champs Elysées et 15 rue Vernet), soit - 43 millions EUR (45 % de la réserve de réévaluation brute mesurée en date de transition aux IFRS), et de la décote d'une dette subordonnée pour - 37 millions EUR.

Ratio de solvabilité international Bâle II

Le ratio de solvabilité international Bâle II du groupe HSBC France s'élève à 12,2 % au 30 juin 2010 pour un minimum de 8 %. Pour les seuls fonds propres de première catégorie (noyau dur), le ratio du groupe s'élève à 12,2 % (pour une norme minimale de 4 %).

Le total des fonds propres du groupe HSBC France selon la définition Bâle II s'élève à 4,3 milliards EUR au 30 juin 2010, dont 4,3 milliards EUR au titre du noyau dur.

Les équivalents risques pondérés relatifs aux différentes catégories de risques sont de 35,4 milliards EUR et se répartissent ainsi :

(en milliards d'euros)	Au 30 juin 2010	Au 30 juin 2009	Au 31 décembre 2009
Risques de crédit	26,7	34,5	27,7
Risques de marché	4,7	5,4	3,9
Risques opérationnels	4,0	4,0	4,0
Total	35,4	43,9	35,6

Contrôle des grands risques

Le groupe HSBC France respecte les règles imposées par l'Autorité de Contrôle Prudentiel :

- limitation à un montant égal à 20 % des fonds propres sur un groupe de clients considéré comme un seul et même bénéficiaire "Investment Grade", 15 % pour un bénéficiaire "Non-Investment Grade" ;
- limitation à huit fois les fonds propres du total des risques dépassant unitairement 10 % des fonds propres. Pour HSBC France, au 30 juin 2010, dix-huit groupes dépassaient individuellement 10 % des fonds propres nets.

Dépréciation pour risques

Les dépréciations relatives aux risques clientèle au 30 juin 2010 couvrent à hauteur de 48,5% l'ensemble des créances douteuses et contentieuses du groupe HSBC France.

Entités ad hoc

Voir les commentaires du Document de Référence 2009 (pages 156 et 157).

Résultats du 1^{er} semestre 2010 (suite)

9 Engagements de financement et de garantie

a Engagements de financement et de garantie

(en millions d'euros)	30 juin 2010	30 juin 2009	31 décembre 2009
Montants notionnels			
<i>Engagements de garantie donnés</i>			
Cautions, avals et autres garanties	-	-	-
Garanties et actifs donnés en garantie	5 451	6 468	6 810
Autres	42	29	35
	5 493	6 497	6 845
<i>Engagements de financement donnés</i>			
Crédits documentaires et financement d'échanges commerciaux	404	303	302
Emissions non tirées et crédits revolving	-	-	-
Autres engagements de financement, lignes de crédit et autres engagements :			
– à un an ou moins	4 990	5 252	5 201
– à plus d'un an	12 218	12 134	12 124
	17 612	17 689	17 627

Le tableau ci-dessus fait apparaître les montants notionnels en principal des opérations de hors-bilan pour compte de tiers. Les montants notionnels des passifs éventuels et engagements représentent les montants exposés aux risques en cas de tirage complet des contrats et dans l'hypothèse d'une défaillance du client.

Le total des montants notionnels n'est pas représentatif des besoins de liquidité futurs.

b Garanties

Le groupe consent des garanties et engagements similaires au profit de tiers clients et d'autres entités du groupe. Ces garanties sont généralement consenties dans le cadre normal des activités bancaires du groupe. Les principaux types de garanties consenties et le montant potentiel maximal des décaissements futurs qui pourraient être exigés du groupe se répartissent comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2010	30 juin 2009	31 décembre 2009
Type de garantie			
Garanties financières ¹	1	439	2
Lettres de crédit stand-by constituant des garanties financières ²	531	677	2 013
Autres substituts de crédit direct ³	739	289	396
Garanties de livraison et de bonne exécution ⁴	1 475	1 543	1 456
Garanties de soumission ⁴	25	28	28
Lettres de crédit stand-by afférentes à des opérations spécifiques ⁴	-	-	-
Autres garanties liées à des transactions ^{4,5}	2 680	3 492	2 915
Autres garanties	42	29	35
Total	5 493	6 497	6 845

1 Les garanties financières comprennent notamment les engagements de remplir les obligations de clients ou d'entités du groupe au cas où ces clients ou entités ne les honoreraient pas.

2 Les lettres de crédit stand-by sont des garanties financières qui engagent irrévocablement HSBC France à effectuer des règlements au profit de tiers au cas où un client n'honorerait pas un engagement.

3 Les autres substituts de crédit direct incluent les lettres de crédit de réassurance et les lettres de crédit d'échanges commerciaux émises sans clause autorisant l'émetteur à conserver la propriété des livraisons sous-jacentes.

4 Les garanties de livraison et de bonne exécution, les garanties de soumission et autres garanties liées à des transactions sont des engagements par lesquels le garant s'oblige à effectuer un règlement en cas de survenue d'un événement dissocié du profil de crédit du client.

5 Y compris les garanties données par le groupe en faveur des autres entités du Groupe HSBC pour 475 millions EUR au 30 juin 2010 (641 millions EUR au 30 juin 2009, 257 millions EUR au 31 décembre 2009).

Résultats du 1^{er} semestre 2010 (suite)

Les montants inscrits dans le tableau ci-dessus correspondent à l'exposition maximale du groupe sur un grand nombre d'engagements de garantie individuels. Les risques et expositions issus des garanties sont recensés et gérés conformément aux politiques et procédures générales de gestion des risques de crédit mises en place par le groupe.

Les garanties dont l'échéance est supérieure à un an sont soumises aux procédures de révision annuelle des crédits mises en œuvre par le groupe.

Lorsque le groupe octroie une garantie au profit d'un client, il conserve le droit de recouvrer auprès de ce client tout montant versé au titre de cette garantie.

Provisions constituées au titre des obligations du groupe en matière de garanties données

(en millions d'euros)	<u>30 juin 2010</u>	<u>30 juin 2009</u>	<u>31 décembre 2009</u>
Cautions, avals et garanties	-	-	-
Autres garanties	1	2	2

10 Ventilation des résultats par métier

Le groupe HSBC France fournit une gamme complète de services bancaires et financiers à ses clients. Les produits et services offerts sont organisés selon les lignes de clientèle et métiers suivantes :

- La Banque de particuliers (y compris le métier Assurance) propose un large éventail de produits et services destinés à répondre aux besoins en banque de détail, crédit à la consommation et gestion de patrimoine de la clientèle des particuliers. Les produits de la banque de détail comprennent en général les comptes courants et les comptes épargne, les crédits hypothécaires et les prêts aux particuliers, les cartes de crédit, l'assurance, la gestion de patrimoine et les services de paiement locaux et internationaux.
- L'offre de produits de la Banque d'entreprises comprend la fourniture de services financiers, les services de paiements et de gestion de trésorerie, les financements internationaux, les opérations de trésorerie et activités de marché, l'assurance, la gestion de patrimoine et les services de banque d'investissement.
- La Banque de financement, d'investissement et de marchés fournit des solutions financières sur mesure aux principaux gouvernements et services publics, aux entreprises et clients institutionnels de premier plan. Les lignes métiers axées sur le client offrent une gamme complète de services bancaires de banque d'investissement et de financement ; de banque de marchés en matière de crédit, de taux d'intérêt, de change, de marchés monétaires et d'opérations sur titres ; des services internationaux de gestion d'actifs et des activités d'investissement.
- Les services offerts par la Banque privée sont destinés à répondre aux besoins de la clientèle de particuliers haut de gamme en matière de services bancaires, d'investissement et de conseil en gestion de patrimoine.

La colonne "Autres" comprend, notamment, la variation de la juste valeur de la dette émise classée en option juste valeur pour 58 millions EUR (-70 millions EUR au 30 juin 2009 et -145 millions EUR au 31 décembre 2009) et le gain relatif à la cession des immeubles du siège pour 141 millions EUR.

HSBC France s'appuie sur divers services administratifs et fonctions centrales dont le coût est réparti entre les métiers, de façon systématique et cohérente.

Les performances sont évaluées sur la base du résultat avant impôt du métier concerné, comme indiqué dans les rapports de gestion interne examinés par la Direction du groupe.

Le groupe HSBC France, qui opère principalement en France, ne fournit pas d'information sur la répartition géographique.

Résultats du 1^{er} semestre 2010 (suite)

		30 juin 2010					
(en millions d'euros)	<i>Banque de particuliers</i>	<i>Banque d'entreprises</i>	<i>Banque de financement, d'investissement et de marchés</i>	<i>Banque privée</i>	<i>Autres</i>	<i>Inter-segment</i>	<i>Total</i>
Intérêts et produits assimilés	465	225	367	13	(33)	-	1 037
Charges	(34)	(38)	(229)	(2)	18	(52)	(337)
Marge nette d'intérêts	430	187	138	11	(15)	(52)	700
Autres produits d'exploitation	(41)	114	523	26	209	52	882
Produit net bancaire avant provisions pour risques de crédit	389	301	661	37	194	-	1 582
Provisions pour risques de crédit	(7)	(36)	(11)	1	-	-	(54)
Produit net bancaire	381	265	650	38	194	-	1 529
Total charges d'exploitation	(326)	(203)	(351)	(33)	(27)	-	(940)
Résultat d'exploitation	55	63	299	5	167	-	588
Quote-part dans le résultat d'entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt – périmètre France	55	63	299	5	167	-	588
Ajustement périmètre ¹							(63)
Autres ajustements							(5)
Résultat avant impôt – périmètre légal							520

1 Principalement l'Assurance.

Résultats du 1^{er} semestre 2010 (suite)

(en millions d'euros)	30 juin 2009						Total
	Banque de particuliers	Banque d'entreprises	Banque de financement, d'investissement et de marchés	Banque privée	Autres	Inter-segment	
Intérêts et produits assimilés	423	284	658	17	(63)	-	1 319
Charges	(78)	(99)	(494)	(8)	0	(214)	(892)
Marge nette d'intérêts	345	185	165	9	(63)	(214)	426
Autres produits d'exploitation	(1)	109	702	22	(95)	214	951
Produit net bancaire avant provisions pour risques de crédit	344	294	866	31	(158)	-	1 377
Provisions pour risques de crédit	(17)	(52)	(31)	1	0	-	(99)
Produit net bancaire	327	242	836	32	(158)	-	1 278
Total charges d'exploitation	(307)	(204)	(339)	(31)	3	-	(878)
Résultat d'exploitation	20	39	496	1	(156)	-	400
Quote-part dans le résultat d'entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt – périmètre France	20	39	496	1	(156)	-	400
Ajustement périmètre ¹							(66)
Autres ajustements							11
Résultat avant impôt – périmètre légal							345

1 Principalement l'Assurance.

Résultats du 1^{er} semestre 2010 (suite)

(en millions d'euros)	31 décembre 2009						Total
	Banque de particuliers	Banque d'entreprises	Banque de financement, d'investissement et de marchés	Banque privée	Autres	Inter-segment	
Intérêts et produits assimilés	886	526	1 070	31	(112)	–	2 401
Charges	(140)	(148)	(772)	(11)	1	(277)	(1 347)
Marge nette d'intérêts	746	378	298	20	(111)	(277)	1 054
Autres produits d'exploitation	(43)	213	1 056	48	(130)	277	1 421
Produit net bancaire avant provisions pour risques de crédit	703	591	1 354	68	(241)	–	2 475
Provisions pour risques de crédit	(31)	(102)	(44)	–	–	–	(177)
Produit net bancaire	672	489	1 310	68	(241)	–	2 298
Total charges d'exploitation	(632)	(415)	(638)	(66)	1	–	(1 750)
Résultat d'exploitation	40	74	672	2	(240)	–	548
Quote-part dans le résultat d'entreprises mises en équivalence	–	–	–	–	–	–	–
Résultat avant impôt – périmètre France	40	74	672	2	(240)	–	548
Ajustement périmètre ¹							(123)
Autres ajustements							(25)
Résultat avant impôt – périmètre légal							400

¹ Principalement l'Assurance.

11 Transactions avec les parties liées

Au 30 juin 2010, le groupe HSBC France ne consolide par mise en équivalence qu'un nombre limité d'entités. Les transactions liées avec ces entités présentent des montants non significatifs.

Les transactions détaillées ci-après incluent les montants dus ou à recevoir d'autres entités du Groupe HSBC.

(en millions d'euros)	Solde au 30 juin 2010	Solde au 30 juin 2009	Solde au 31 décembre 2009
Actif			
Portefeuille de transaction	6 380	5 443	5 047
Actifs financiers sous option juste valeur	5	4	4
Instruments dérivés	20 409	18 989	18 120
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4 682	5 259	7 638
Prêts et créances sur la clientèle	973	418	311
Investissements financiers	170	170	170
Autres actifs	121	1 355	2 698
Comptes de régularisation	49	53	64

Résultats du 1^{er} semestre 2010 (suite)

(en millions d'euros)	Solde au 30 juin 2010	Solde au 30 juin 2009	Solde au 31 décembre 2009
Passif			
Dettes envers les établissements de crédit	9 634	14 811	8 459
Comptes créditeurs de la clientèle	315	86	136
Portefeuille de transaction	3 459	2 764	1 319
Instruments dérivés	23 740	19 083	20 262
Autres passifs	5	2 062	2 578
Comptes de régularisation	28	23	39
Dettes subordonnées	150	150	150
	Solde au 30 juin 2010	Solde au 30 juin 2009	Solde au 31 décembre 2009
(en millions d'euros)			
Compte de résultat			
Intérêts et produits assimilés ¹	44	79	150
Intérêts et charges assimilées ¹	20	126	152
Commissions (produits)	68	61	95
Commissions (charges)	45	79	111
Résultat net de cession des investissements financiers	-	-	8
Autres produits d'exploitation	-	1	8
Dividendes reçus	-	-	3
Frais généraux et administratifs	1	23	52

¹ Y compris intérêts sur portefeuille de transaction (actif et passif), pour 7 millions EUR en juin 2010 (30 millions EUR en juin 2009).

12 Litiges

Au 30 juin 2010, il n'existe pas de litige ou d'arbitrage susceptible d'avoir une incidence sensible sur la situation financière de HSBC France, son activité, son résultat, et le cas échéant sur le groupe HSBC France.

13 Événements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas d'événement matériel postérieur à la date de clôture qui nécessiterait une correction ou un ajustement des états financiers au 30 juin 2010.

Résultats du 1^{er} semestre 2010 (suite)

14 Liste des sociétés consolidées

Le tableau ci-dessous indique les changements intervenus au cours du 1^{er} semestre 2010 sur le périmètre publié dans le Document de référence 2009.

<i>Sociétés consolidées</i>	<i>Pays</i>	<i>Méthode de consolidation *</i>	<i>Activité principale</i>	Part du capital détenue par le groupe HSBC France	
				30 juin 2010	31 décembre 2009
Entrées du périmètre :					
Trinkaus Gesellschaft für KMI oHG	Allemagne	IG	Société financière	90,0%	-
Cessions :					
HSBC Securities Sevices (France)	France	IG	Société financière	-	100,0%
Liquidations/ fusions :					
HSBC Financial Products France ⁽¹⁾	France	IG	Société financière	-	100,0%
Déconsolidations :					
Pas de déconsolidation au premier semestre 2010					
Variation du pourcentage de détention :					
HSBC Duoblig	France	IG	Société financière	78,1%	81,8%
HSBC Eotop	France	IG	Société financière	99,6%	96,4%
Isère 2010	France	IG	Société financière	98,2%	95,0%

* IG: Intégration globale.

1 Fusion avec HSBC France.

Résultats du 1^{er} semestre 2010 (suite)**3. Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2010**

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de HSBC France S.A., relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris La Défense, le 30 août 2010

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
Pascal Brouard
Associé

Paris, le 30 août 2010

BDO France - Léger & associés

Michel Léger
Associé

Événements récents

Événements postérieurs au dépôt du Document de Référence

Néant.

Événements postérieurs au 30 juin 2010

De nouveaux produits et services sont régulièrement proposés aux clients du Groupe HSBC en France. Des informations sont disponibles sur les sites internet du groupe, notamment à travers les communiqués de presse accessibles via le site internet www.hsbc.fr.

Il n'existe aucun changement significatif ou détérioration significative de la situation financière ni des perspectives de HSBC France ou de ses filiales survenu depuis le 30 juin 2010, date des derniers états financiers vérifiés et publiés.

Personnes responsables du Document de référence et des compléments d'informations et du contrôle des comptes

Responsable du document de référence et des compléments d'informations

- **Nom du responsable**

M. Christophe de Backer, Directeur Général

- **Attestation du responsable**

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport semestriel d'activité figurant en pages 3 à 6 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble de l'actualisation.

Les informations financières historiques présentées dans cette actualisation ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux, figurant en page 39.

Fait à Paris, le 30 août 2010

Christophe de Backer, Directeur Général

Responsable du document de référence et des compléments d'informations et Responsables du contrôle des comptes (suite)

Responsables du contrôle des comptes

Titulaires	Date de première nomination	Date de renouvellement du mandat	Date d'expiration du mandat
KPMG ¹ Représenté par M. Pascal Brouard 1, cours Valmy 92923 Paris la Défense Cedex	2001	2006	2012
BDO France - Léger & associés ² Représenté par M. Michel Léger 113, rue de l'Université 75007 Paris	2007	-	2012
Suppléants			
M. Gérard Gaultry ¹ 1, cours Valmy 92923 Paris la Défense Cedex	2001	2006	2012
M. François Allain ¹ 2, rue Hélène Boucher 78286 Guyancourt Cedex	2007	-	2012

¹ Membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles.

² Membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Paris.

Tables de concordance et de référence

La table de concordance suivante renvoie aux principales rubriques exigées par le Règlement européen n° 809/2004 (Annexe XI) pris en application de la Directive dite « Prospectus » ainsi qu'aux pages du document de référence D.10-367 que le présent document actualise.

Rubriques de l'annexe XI du règlement européen n° 809/2004	Pages du document de référence déposé auprès de l'AMF le 29 avril 2010 sous le n° D.10-0367	Pages du présent document d'actualisation
1. Personnes responsables	211	41
2. Contrôleurs légaux des comptes	212	42
3. Facteurs de risques	60-66, 136-157	20-31
4. Informations concernant l'émetteur		
4.1. Histoire et évolution de la société	190	-
5. Aperçu des activités		
5.1. Principales activités	2-7	3-6
5.2. Principaux marchés	2-7	3-6
6. Organigramme		
6.1. Description sommaire du groupe	couverture int., 2-7, 170-178	-
6.2. Dépendance de l'émetteur vis-à-vis d'autre entités du groupe	-	-
7. Informations sur les tendances	209-210	40
8. Prévisions ou estimations du bénéfice	-	-
9. Organes d'administration, de direction et de surveillance et direction générale		
9.1. Organes d'administration et de direction	8-19	-
9.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration et de direction	33	-
10. Principaux actionnaires		
10.1. Contrôle de l'émetteur	20, 194	-
10.2. Accord connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de contrôle	-	-
11. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur		
11.1. Informations financières historiques	67	-
11.2. États financiers	68-162, 165-173	-
11.3. Vérification des informations financières historiques annuelles	163-164, 165	-
11.4. Date des dernières informations financières	68	-
11.5. Informations financières intermédiaires et autres	-	7-38
11.6. Procédures judiciaires et d'arbitrage	64	37
11.7. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	209	40
12. Contrats importants	190	-
13. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	-	-
14. Documents accessibles au public	188	44

Tables de concordance et de référence (suite)

En application de l'article 212-13 du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, la présente actualisation comprend les informations du rapport financier semestriel mentionné à l'article L.451-1-2 du Code monétaire et financier et à l'article 222-4 du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers :-

- Rapport semestriel d'activité
 - Principaux événements survenus pendant les six premiers mois de l'exercice pages 3 à 6
 - Principaux risques et incertitudes page 20
 - Principales transactions intervenues entre parties liées pages 36 à 37
- Etats financiers consolidés résumés pages 7 à 38
- Rapport des contrôleurs légaux des comptes page 39
- Attestation du responsable page 41

Les éléments suivants sont inclus par référence :

- les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009 et le rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés, présentés aux pages 68 à 162 et 163 à 164 du document de référence n° D.10-0367 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 29 avril 2010.

Les chapitres des documents de référence non visés ci-dessus sont soit sans objet pour l'investisseur, soit couverts à un autre endroit de la présente actualisation.

Ces documents sont disponibles sur le site www.hsbc.fr et sur celui de l'Autorité des Marchés Financiers www.amf-france.org.

Toute personne désireuse d'obtenir des renseignements complémentaires sur le groupe HSBC France peut, sans engagement, demander les documents par courrier :

HSBC France
103 avenue des Champs Élysées
75419 Paris Cedex 08.